



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MALLET SAS

Lieu dit « Les Graniers »
63530 Volvic

Références : 20250226-RAP-63-0269-INSP-LesGraniersMallet-Volvic
Code AIOT : 0005601296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement MALLET SAS implanté Les Graniers 63530 Volvic. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALLET SAS
- Les Graniers 63530 Volvic
- Code AIOT : 0005601296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située au lieu-dit « Les Graniers » est exploitée ponctuellement en rotation avec 3 autres carrières à proximité, en fonction des besoins en matériaux nécessaires à l'alimentation des ateliers

de sciage, situés route du Cratère à Volvic.

L'extraction se fait sans l'usage d'explosif. La couche de roche faillée, située sous les sols de surfaces, n'est pas constituée de blocs de taille suffisante. Cette couche est découpée à l'aide d'un fil diamanté.

Les blocs exploitables sont extraits manuellement à l'aide de coins, barres à mines, masses, etc.

A l'entrée du site, se trouve une zone de stockage d'environ 3500 m² avec pont roulant, en dessous du seuil de classement ICPE pour la rubrique 2517.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 11.3	Demande d'action corrective	8 mois
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 13	Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements Préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 3	Sans objet
4	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 15.1	Sans objet
5	Suivi de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des niveaux sonores sera réalisé lors de la prochaine campagne d'extraction.

Le matériel de l'ancienne exploitation qui présente un état de dégradation avancé pouvant engendrer un risque de chute, doit être évacué rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements Préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 3
Thème(s) : Autre, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant devra mettre en place des panneaux indiquant son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Constats : L'affichage est présent, bien lisible et comporte tous les points prescrits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les 3 ans
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores date de 2015. L'activité d'extraction sur ce site a lieu un an sur deux. Une période d'extraction est programmée en 2025, elle fera notamment l'objet d'une campagne de mesure des niveaux sonores. Les résultats seront transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 13
Thème(s) : Autre, Élimination des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit être en mesure de présenter à l'Inspection des Installations Classées les justifications d'élimination des déchets. Il tient une comptabilité de tous les déchets produits et éliminés.
Constats : Du vieux matériel, non utilisé, de l'ancienne exploitation est présent sur le site. L'état avancé de rouille risque, à terme, de générer une chute de ce matériel. Ce matériel doit être rapidement évacué. Le bordereau de suivi de ce déchet sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 4 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 15.1
Thème(s) : Autre, Contrôle
Prescription contrôlée : L'installation électrique est vérifiée annuellement par une personne ou un organisme agréé.
Constats :

Le dernier rapport de vérification de l'installation électrique en date du 6 février 2025 relève une non-conformité.
Le bon de commande pour une intervention le 10 mars 2025 par une personne qualifiée, a été présenté à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2002, article 21

Thème(s) : Autre, Plan de suivi de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Le plan d'exploitation de la carrière sera mis à jour tous les ans au 31 décembre

Constats :

La dernière mise à jour du plan d'exploitation date de 2023.
En 2024 aucune extraction n'a été réalisée sur ce site.
Une campagne d'extraction est programmée pour 2025. Une mise à jour du plan de suivi de l'exploitation sera effectuée avant le 31 décembre 2025 et sera transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite